

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 57
Excusés : 11
Absents : 12
Nombre de membres en exercice : 80

REUNION DU 7 FEVRIER 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI SEPT FEVRIER à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le PREMIER FEVRIER DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

| | |
|-----------------------------|---|
| <u>ETAIENT PRESENTS</u> | Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François. |
| <u>EXCUSES</u> | Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAVAROC Grégory, M. HAN Bo, M. FERREIRA Lino, Mme KHATIM Karima, Mme MABCHOUR Najet, M. SAULIERE Gilles, |
| AYANT DONNE POUVOIR A | M. BAILLON Jean-François, M. VAZ Micaël, Mme MEYER Karine, Mme LAGNEAU Muriel, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, M. CARRE Julien, M. BAILLON Jean-François, M. MIGNOT Didier, M. CHANTRELLE Laurent, M. DACHIVILLE Romain, |
| <u>ABSENTS</u> | Mme ADLANI Farida, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. JIAR Youssef, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa. |
| <u>SECRETAIRE DE SEANCE</u> | M. Jean-Baptiste BORSALI |

DELIBERATION N°02 – POLITIQUE DE LA VILLE - INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE (ITI) – SIGNATURE DE L'AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE DELEGATION DES TACHES

Le conseil de territoire,
Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frank CANNAROZZO,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le règlement UE N°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes aux fonds européens,
Vu le programme opérationnel régional FEDER FSE 2014/2020 adopté par la région Ile-de-France le 23 décembre 2014,
Vu l'appel à projet Interract'if 2020 de la Région Ile-de-France en date du 2 mars 2015 dédié au volet urbain du programme opérationnel régional FEDER/FSE 2014/2020,
Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Terres de France n°31, en date du 11 mai 2015, portant sur le dépôt de candidature au programme opérationnel régional 2014-2020,
Vu le courrier de la région Ile-de-France en date du 15 juin 2015 retenant la candidature de la communauté d'agglomération Terres de France,
Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Terres de France n°82, en date du 30 novembre 2015, portant sur la préparation de la convention de financement européen dans le cadre des ITI de la communauté d'agglomération Terres de France,
Vu la signature de la convention de délégation des tâches au titre de l'investissement territorial intégré du volet urbain du programme opérationnel régional FEDER-FSE-IEJ de l'Île-de-France et du bassin de la Seine entre l'autorité de gestion et l'organisme intermédiaire ITI le 10 octobre 2016,
Vu l'article 13 de la convention de délégation des tâches précitée stipulant que toute modification requiert la signature d'un avenant par les deux parties,
Vu la proposition d'avenant n°4 à la convention de délégation des tâches et d'accords de partenariat entre l'autorité de gestion et l'EPT Paris Terres d'Envol relatifs à l'assistance technique FSE et FEDER, envoyés par la Région Ile-de-France pour signature,
Vu le budget de l'exercice en cours,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220207-02-07-02-2022-DE
Date de télétransmission : 21/02/2022
Date de réception préfecture : 21/02/2022

Considérant que la démarche Investissement territorial intégré (ITI) est une démarche pluri-fonds dans une perspective de développement durable et solidaire, et de rééquilibrage territorial,


Considérant la crise sanitaire et son impact sur la programmation et le calendrier de réalisation des projets de l'ITI, sélectionnés au regard de la stratégie du territoire,

Considérant la nécessité de signer un avenant à la convention de délégation des tâches entre la région Ile-de-France, autorité de gestion des fonds européens (AG-OT/ITI), et l'EPT Paris Terres d'Envol, qui agit en tant que chef de file.

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** la prolongation de l'assistance technique FSE et FEDER au 31 décembre 2022, et les deux accords de partenariat afférents,
- **Autorise** le Président à signer l'avenant n°4 à la convention de délégation des tâches et les accords de partenariat relatifs à l'assistance technique FSE et FEDER, entre la région Ile-de-France et l'EPT Paris Terres d'Envol, et tout document y afférent.
- **Autorise** l'EPT, chef de file du projet, à recevoir les paiements de l'aide relevant des deux accords de partenariat, soit un montant maximal de :
 - 26 007,05 € au titre de l'assistance technique FSE
 - 78 964,46 € au titre de l'assistance technique FEDER
- **Dit** que ces crédits sont portés en recette au budget de l'exercice.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA